



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

251 | Juillet-Septembre 2010

Aspects de la Côte-d'Ivoire

Stratégies comparées de l'exploitation des plans d'eau lagunaire de Côte-d'Ivoire

Kouassi Paul Anoh



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6038>

DOI : 10.4000/com.6038

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2010

Pagination : 347-363

ISBN : 978-2-86781-663-5

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Kouassi Paul Anoh, « Stratégies comparées de l'exploitation des plans d'eau lagunaire de Côte-d'Ivoire », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 251 | Juillet-Septembre 2010, document 4, mis en ligne le 01 juillet 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/6038> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.6038>

© Tous droits réservés

Stratégies comparées de l'exploitation des plans d'eau lagunaire de Côte-d'Ivoire

Kouassi Paul ANOH¹

Les lagunes ivoiriennes ont connu pendant longtemps une intense activité d'exploitation eu égard à leur écosystème particulièrement productif. Elles offraient aux pêcheurs de vastes espaces propices aux productions halieutique et aquacole. Cet important potentiel naturel a contribué à l'accroissement de la population et à l'intensification de la pêche dans les localités péri-lagunaires. Dans ces conditions, il est apparu nécessaire d'instaurer une réglementation dans le but d'organiser l'accès aux plans d'eau afin d'en préserver les ressources contre le pillage. Ainsi, dans l'ensemble du littoral, l'importance économique des lagunes a donné naissance à un système de gestion fondé sur une appropriation de portions d'eau par les familles riveraines. En effet, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, en milieu littoral, l'activité économique était centrée sur l'exploitation des eaux lagunaires (Loukou, 1984). Les conditions d'accès, qui ont dû être identiques dans un passé récent, ont connu une évolution divergente qui a fini par imprimer une identité à chacune des entités lagunaires du littoral ivoirien. Les populations riveraines ont ainsi développé des systèmes d'exploitation propres à chacune des lagunes. Avec l'accroissement des besoins des populations riveraines et la stagnation, voir même la baisse, des ressources fournies par les lagunes, le centre d'intérêt des familles riveraines s'est déplacé sur des secteurs plus rentables comme l'économie de plantation. De ce fait, les eaux lagunaires sont devenues un bien économique aux mains de la Chefferie qui en organise l'accès suivant des règles consensuelles acceptées par toute la communauté.

Le rôle prépondérant de la chefferie traditionnelle dans l'organisation de l'accès à l'eau est donc l'un des traits caractéristiques des stratégies mises en place. Dans ces conditions, les textes réglementaires édictés par l'administra-

1. Université de Cocody ; mél : anohpaul@yahoo.fr

tion, qui devraient s'appliquer à tous les plans d'eau y compris les lagunes, sont bien évidemment relégués au second plan car les chefferies autochtones riveraines n'entendent pas être dessaisies de la rente foncière que leur procure l'exploitation des lagunes.

Notre étude dont le but principal est de contribuer à l'avènement d'une exploitation durable des eaux lagunaires, présente l'environnement des lagunes du littoral de Côte-d'Ivoire, décrit les pratiques de pêche actuelles en insistant sur les points de convergence et les spécificités de chacune des lagunes avant d'exposer les conditions de la durabilité des pêches lagunaires. Les résultats obtenus l'ont été par un travail de recherche de terrain qui a nécessité plusieurs mois d'enquêtes auprès des chefferies traditionnelles, des populations riveraines et des administrations en charge de la gestion des pêches sur les plans d'eau lagunaire du littoral ivoirien. Ce travail veut alimenter le débat sur la durabilité des pêches en général et particulièrement des pêches lagunaires.

I – Les lagunes ivoiriennes : un espace composite à forte pression démographique

Le système lagunaire ivoirien se développe sur environ 300 km dans la moitié orientale de la façade littorale. Il aurait été mis en place lors de la transgression Nouackchottienne (16 000 à 5 000 ans BP : Monnier et Filleron, 1975 ; Dufour, 1988), à l'emplacement d'une faille (accident majeur des lagunes) dans le bassin sédimentaire.

Des conditions écologiques favorables ont permis une humanisation rapide et permanente de cet espace lagunaire.

1 – Des lagunes de taille et de potentialités variables

Le système lagunaire ivoirien se compose des lagunes Tendo, Éhy et Aby regroupées sous l'appellation de « lagune Aby », de la « lagune de Grand-Lahou » regroupant les lagunes Tagba, Mackey, Tadio et Niouzounou, de la lagune de Fresco, appelée lagune N'Gni, et enfin de la lagune Ébrié (fig. 1). Ces lagunes ont la particularité d'être toutes directement reliées à la mer. C'est pourquoi on les qualifie de lagunes de première ligne ou de lagunes de type estuarien (Chantraine, 1980 ; FAO, 1985). Ces lagunes communiquent de façon permanente ou temporaire avec la mer, mais sont isolées de celle-ci par un important cordon littoral (Lankfort, 1977 ; Laë, 1992 ; Affian, 2003).

Pour faciliter la navigation, elles ont été reliées par des canaux : le canal d'Asagny, creusé en 1939, relie la lagune de Grand-Lahou à la lagune Ébrié

et celui d'Assinie, mis en place entre 1955 et 1957, met en rapport les lagunes Ébrié et Aby. La lagune N'Gni communique avec la lagune de Grand-Lahou par un canal rendu impraticable depuis quelques années par manque d'entretien. Le tableau 1 résume les principales caractéristiques physiques de ces étendues d'eau.

n°	Lagune	Compartiment	Superficie (km²)	Profondeur		Température		Salinité ‰	
				Max.	Moy.	Max.	Min.	Max.	Min.
1	Aby	Aby Nord	166	> 10	3,0			5,00	0,50
		Aby Sud	140	> 10	5,0			M²	2,00
		Tendo/Éhy	120	> 10	2,0			0,00	0,00
		Ensemble	426	20	3,3	29,00	29		
2	Ébrié	Secteur I	43	10	2,0			9,00	0,00
		Secteur II	87					23,00	2,00
		Secteur III	40	25				M²	3,00
		Secteur IV	107					15,00	2,00
		Secteur V	198					5,00	3,00
		Secteur VI	91					5,00	0,00
		Ensemble	566	25	4,8	31,20	27,4		
3	Grand-Lahou	Tagba	57	8	3,0			M²	1,00
		Mackey	28	2				25,00	0,00
		Niouzounou	15	3				10,00	0,00
		Tadio	90					10,00	0,00
		Ensemble	190	8	3,0	31,00	27	10,00	0,00
4	Fresco		17 à 29	4		28,96	27,90	18,05	12,48
Ensemble			1 182	25	3,8	31,20	27	35	0

(Source : FAO, 1985 ; Issola et al., 2008)

M² = Secteur ouvert sur la mer avec des taux de salinités élevées. Les valeurs atteignent parfois celles du milieu marin, c'est-à-dire 35 ‰

Tableau 1 – Quelques caractéristiques des lagunes du littoral ivoirien

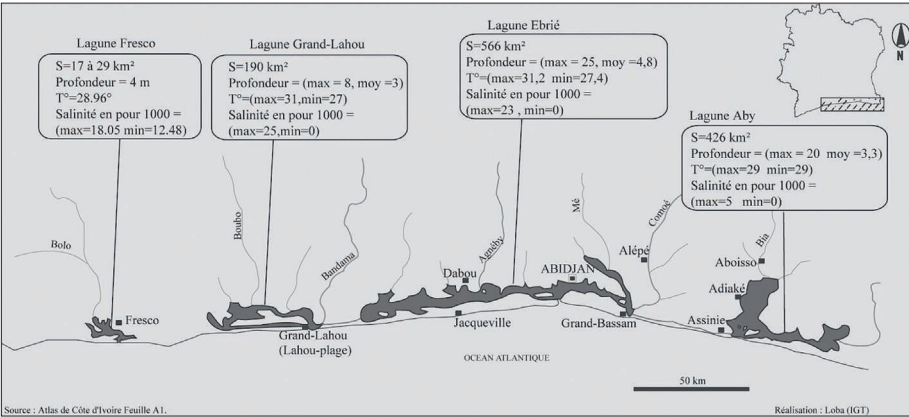


Figure 1 – Le système lagunaire ivoirien

La lagune de Fresco est la plus petite et la moins profonde du système lagunaire. Elle est alimentée par une rivière de faible débit (le Bolo) dans sa partie est. La faible puissance de cette rivière rend aléatoire l'ouverture de son embouchure. D'ailleurs, pendant les périodes de fortes crues lagunaires, pour faire baisser le niveau de l'eau et accroître la production, les pêcheurs assurent eux-mêmes l'ouverture de la passe en excavant le cordon littoral. En effet, les poissons, réfugiés dans les mangroves, reviennent en pleine eau lors de la décrue et deviennent de ce fait accessibles aux pêcheurs.

La lagune de Grand-Lahou est ouverte sur la mer dans son extrémité orientale où le Bandama déverse ses eaux dans l'océan. Durand et Chantraine (1982) attribuaient la permanence de l'ouverture de la passe de Grand-Lahou à la force du débit du Bandama. Depuis quelques années cependant, le débit de ce fleuve a considérablement baissé et l'ouverture de la passe n'est assurée que de façon saisonnière. Il ne fait aucun doute que l'explication de ces phénomènes est à rechercher dans la baisse de la pluviométrie depuis quelques années, mais surtout dans la construction des grands barrages de Kossou et de Taabo en amont du fleuve Bandama.

La lagune Ébrié, la plus imposante en termes de superficie, s'étire d'Est en Ouest sur 130 km et est large par endroits de 7 km. Les profondeurs les plus importantes (-20 m) se situent dans la région d'Abidjan (Varlet, 1978). Durand et Chantraine (1982) attribuent la profonde modification du régime de la lagune Ébrié à l'ouverture du canal de Vridi en 1950. Cet aménagement serait la cause de l'ensablement du grau de Grand-Bassam qui constituait initialement l'unique exutoire de la lagune et qui n'a plus été rouvert qu'exceptionnellement depuis 1954 au désarroi des pêcheurs de la région.

Le constat fait par Gerlotto et *al.* (1980) sur la population ichtyologique en fonction des zones, conforte le sentiment des pêcheurs selon lequel la pauvreté des eaux est liée à la fermeture de l'embouchure. En effet, ces études ont montré une abondance plus marquée de la faune dans la zone de la passe que dans le reste du plan d'eau lagunaire où l'abondance est liée aux moments de crues.

Située entre la Côte-d'Ivoire et le Ghana, la lagune Aby s'étend dans l'extrême sud-est de la côte ivoirienne. Elle communique avec la mer dans la région d'Assinie et ne reçoit que des fleuves côtiers dont le plus important est la Bia. Depuis 1942, l'ouverture sur la mer est quasi permanente (Verdeaux, 1992), ce qui représente un avantage pour les activités de pêche.

Les plans d'eau lagunaire, qui sont d'une grande richesse sur le plan biologique, ont été très tôt colonisés par des populations nombreuses qui ont choisi de s'installer sur leurs rives afin de profiter des nombreuses possibilités

naturelles offertes par les lagunes. Les origines de l'occupation humaines des lagunes sont lointaines et coïncident avec les grands mouvements migratoires des siècles derniers.

2 – Une anthropisation ancienne et ininterrompue

Deux grandes phases sont observables dans l'occupation du milieu lagunaire.

a – Des origines au début du XIX^e siècle

Les pourtours des lagunes de Côte-d'Ivoire sont occupés par quatorze peuples regroupés sous l'appellation de « peuples lagunaires » en dehors des populations Godié de Fresco. Les rapports à l'eau des Godié sont distants : c'est pourquoi ils ne sont pas assimilés aux peuples lagunaires (fig. 2). Les peuples les plus anciens se seraient installés au Paléolithique (3000 000 à 12 000 BP) et au Néolithique (9 000 à 3 000 BP) (Loucou, 1984).

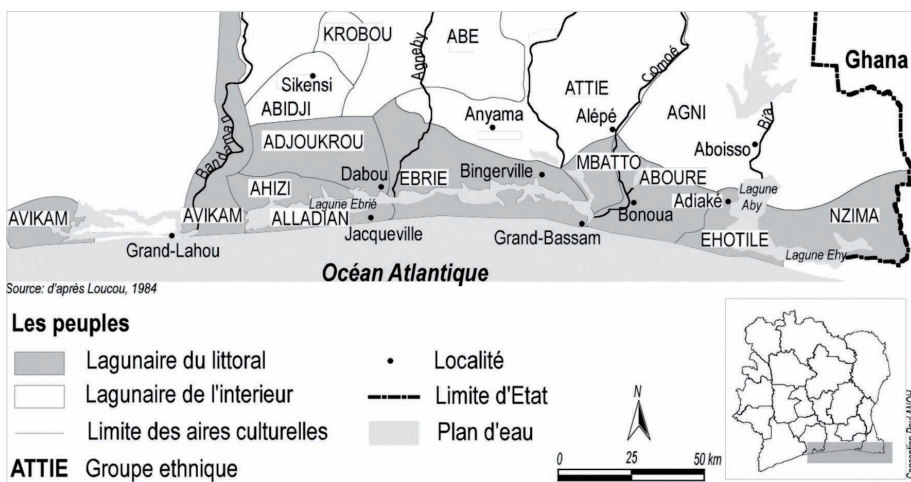


Figure 2 – Les peuples lagunaires du littoral

Les outils en pierre taillée datant de cette époque et retrouvés en pays Abbey (Lovidjé), Adjoukrou (Kosr, Toukpa, Orgbaf), Alladian et Ébrié (Abobo) sont une preuve de l'ancienneté de l'humanisation de l'espace lagunaire.

Les peuples primitifs seraient des ramasseurs, des cueilleurs et dans une moindre mesure des agriculteurs. Avec l'Âge des métaux, ils auraient fabriqué des outils de meilleure qualité pour cultiver la terre ou confectionner des pirogues pour la pêche (Loucou, 1984).

Les amas de coquillages trouvés dans la région de Dabou (N'gaty à Adiopodoumé) et datés entre 1000 et 1500 après J.-C. montrent la continuité de l'occupation de l'espace lagunaire par des populations jusqu'au Moyen-Âge, mais surtout, l'importance de la pêche et le recours au poisson dans l'alimentation des populations.

Plus récemment (du XV^e au XVIII^e siècles), les peuples primitifs lagunaires ont été rejoints par plusieurs petits groupes ethniques venus de l'Est et de l'Ouest.

Les Ébrié sont les premiers à s'installer au XVI^e siècle. Au XVII^e siècle, les Avikam, les Alladian et les Éhotilé les rejoignent. Les N'zima ou Apolo s'installent autour de la lagune Éhy et se spécialisent dans le commerce entre Européens et Africains. Dans le même temps, les Abouré occupent la région allant du fleuve Bia à la lagune Aby. Les Odjoukrou s'établissent dans la région de Dabou. Les Essouma refoulent les Avikam et les Alladian vers l'Ouest pour les remplacer sur leur site initial à l'Est, auprès des Éhotilé. Au XVIII^e siècle, avec l'arrivée des Agni, les Abouré sont refoulés vers l'Ouest pour occuper leur site actuel.

À partir du XIX^e siècle, le peuplement des rivages des lagunes ne subit plus de changements notables. Les populations qui y vivent sont des pêcheurs à titre exclusif (Avikam, Alladian, Ahizi, Adjoukrou, Éhotilé et Ébrié) ou des agriculteurs – chasseurs ou encore des villages relais sur les grands axes commerciaux (Essouma, N'zima ou Appoloniens, M'batto ou Gwa, Abouré, Abbey, Krobou, Abidji et Attié). Certains peuples comme les Essouma étaient à l'origine pêcheurs. Ils ont par la suite abandonné les activités de pêche au profit du commerce.

b – Peuplement actuel de l'espace lagunaire

Au plan géographique, deux grands groupes de peuples lagunaires sont identifiables : ceux de l'intérieur comprennent les Abbey, les Krobou, les Abidji et les Attié, qui ne font pas de la pêche une activité privilégiée, et les peuples lagunaires proprement dits, qui se composent des Avikam, Alladian, Ahizi, Odjoukrou, Ébrié ou Kyaman, Abouré ou Abou, Mbatto ou Gwa, Essouma, Éhotilé et N'zima ou Appoloniens dont l'exploitation des eaux lagunaires constitue l'activité principale. D'ailleurs, ces derniers se localisent sur les pourtours immédiats des lagunes.

La tradition de pêcheurs s'est perpétuée dans certains groupes (Éhotilé, Avikam, Alladian, Ahizi, Essouma, Adjoukrou et Ébrié). Jusqu'au deuxième quart du XX^e siècle, ils étaient pêcheurs à titre principal (Perrot, 1989). D'autres (Abbey, Krobou, Abidji, M'batto, Abouré, N'zima et Attié) ont aban-

donné la pêche au profit des activités agricoles dont ils tirent de fructueux bénéfices. Ils sont devenus en outre planteurs, produisant du café, du cacao, puis du coprah, et cultivent des vivriers. Cette évolution divergente est notée par Verdeaux (1992). En effet, il relevait que :

Les Prokpo (Ahizi) en lagune Ébrié et les Éhotilé en lagune Aby sont à l'origine les groupes spécialisés dans la pêche. Leurs rapports privilégiés avec les génies d'eau en faisaient les médiateurs obligés pour l'accès au milieu. Cette spécialisation étroite s'inscrit dans le cadre d'une division du travail régionale où les groupes côtiers (Alladian, Essouma, N'zima) pratiquent une pêche maritime de subsistance, la fabrication du sel et le commerce de traite avec les navires marchands européens tandis que les populations de l'hinterland (Abouré, Agni) se livrent à l'agriculture et au commerce entre l'intérieur et les groupes côtiers.

Parmi les populations qui ont conservé leur tradition de pêcheur, certaines ont fait de l'exploitation des ressources aquatiques un instrument de développement. Cela est perceptible dans ces régions par l'existence d'emplois divers autour de la filière de la pêche. De plus, l'introduction de la pisciculture lagunaire à partir de 1976 a accru les capacités piscicoles du milieu lagunaire (création de fermes à Aghien, Grand-Lahou, Jacquerville, Layo), d'autant que la Direction des Pêches Maritimes et Lagunaires y a entrepris de développer la pisciculture du machoiron en mettant en place en 1981, avec le concours financier de la Caisse Française de Développement, le Projet de Développement de l'Aquaculture Lagunaire. Cette initiative a suscité à partir de 1990, des projets privés de production aquacole. Il en est ainsi de *BP-Aquaculture* (aquaculture du tilapia en lagune Ébrié, puis Aghien), de *Blohorn-pisciculture* (pénéiculture à Grand-Lahou, maintenant disparue) et de la *Compagnie Africaine de Reproduction de Poissons* (CARP-tilapia en lagune Aghien).

Dans les villages de pêcheurs, le réinvestissement des revenus issus des activités de pêche a permis l'acquisition d'équipements individuels et socio-collectifs, l'urbanisation et en définitive le développement. Par ailleurs, le poisson joue à présent un rôle nutritionnel sans précédent dans ces communautés (Anoh, 2007).

Le rôle prépondérant joué par la lagune dans les localités riveraines permet de comprendre l'organisation mise en place pour l'exploitation des eaux.

3 – Ressemblances et dissemblances des systèmes d'exploitation des lagunes de Côte-d'Ivoire

L'exploitation des eaux lagunaires est dans l'ensemble, le fait des populations autochtones riveraines et dans une moindre mesure de pêcheurs

allogènes exerçant sous la tutelle des autochtones. Les modes d'exploitation mis en œuvre présentent des similitudes et des divergences. L'emprise des peuples autochtones riverains sur les plans d'eau est l'un des traits caractéristiques des stratégies développées par les populations lagunaires. Ceci laisse très peu de place à une éventuelle intervention de l'Administration, qui, dans la pratique, semble avoir accepté de léguer le pouvoir de contrôle sur l'espace lagunaire aux populations autochtones riveraines. La diversité des modes d'accès et de gestion développée par les populations riveraines permet cependant d'individualiser les lagunes.

a – Des espaces sous l'emprise des populations autochtones riveraines

Les lagunes représentent un espace à enjeux sous le contrôle exclusif des populations autochtones riveraines qui en contrôlent l'accès et l'exploitation à travers l'exercice du droit coutumier. Suivant la tradition et les règles sociales acceptées par tous, y compris quelquefois par les représentants de l'État, la lagune constitue un prolongement du patrimoine foncier terrestre et est régie en tant que tel. C'est pourquoi elle est appropriée par la chefferie villageoise ou les familles riveraines et exploitée suivant des principes de gestion identiques à ceux en usage à terre.

Les systèmes d'exploitation des lagunes qui étaient probablement semblables avant l'avènement de l'économie de plantation ont évolué suivant l'environnement économique et le contexte social pour donner naissance à des régimes spécifiques à chaque lagune. Aujourd'hui, les quatre lagunes du littoral ivoirien connaissent des systèmes d'exploitation propres.

L'identité des populations riveraines transparaît dans les systèmes de gestion et d'exploitation mis en œuvre. Leur culture et leurs traditions sont projetées sur l'espace lagunaire dans les eaux du finage villageois. La spécificité des groupes ethniques qui peuplent les rives des lagunes explique donc la variété des modes d'exploitation.

En dehors de la lagune Aby où l'Administration est partie prenante dans la détermination des conditions d'accès et dans l'établissement des règles de gestion et d'exploitation, les trois autres lagunes sont quasi exclusivement gérées par les chefferies traditionnelles et les familles des villages riverains. En lagunes Ébrié et N'Gni de Fresco, la Chefferie traditionnelle est l'autorité qui organise l'accès au plan d'eau. Elle est le porte-parole et l'exécutant des conditions d'exploitation arrêtées par la communauté villageoise. En lagune de Grand-Lahou, l'accès au plan d'eau est autorisé par la Chefferie traditionnelle ou les familles en fonction des engins en usage.

b - Une identité marquée par le système d'exploitation et de gestion des eaux en vigueur

Les lagunes s'organisent en trois grands groupes suivant le mode d'exploitation et les règles de gestion (tableau 2).

Lagune	Type de gestion	Conditions d'accès	
		Autochtones	Allogènes
Aby	Gestion mixte Chefferie traditionnelle des villages riverains et administration des Pêches	Libre accès sauf pour la pêche crevette : 20 000 Fcfa/ Piquet/Famille/An. Exemple : en 2009, les piquets ont rapporté 1 980 000 Fcfa à la Chefferie traditionnelle du village d'Assomlan	<ul style="list-style-type: none"> - Salariés des autochtones propriétaires d'engins (filet <i>ali</i>- Senne tournante). - Sous-locataires des piquets de pêche. Les revenus sont partagés entre la famille propriétaire du ou des piquets et le pêcheur allogène. Par exemple, en 2009, le pêcheur béninois exploitant les deux piquets de la famille Kacou d'Assomlan a obtenu 270 000 Fcfa. Les deux tiers de cette somme (180 000 Fcfa) sont revenus à la famille Kacou et un tiers (90 000 Fcfa) au pêcheur.
Ébrié	Gestion exclusive par la Chefferie traditionnelle des villages riverains	Libre accès	<ul style="list-style-type: none"> - Accès interdit dans certains villages (Blauckoss, Moossou, Vitré). - Libre accès à Ebra depuis 2003. - Droit d'accès très variable pour les autres villages : 1 000 Fcfa/mois (M'Badon), 15 000 Fcfa/mois (Abobo-Doumé), 3 500 Fcfa/mois à Moossou (en septembre 2009), 30 000 Fcfa/mois (En 2008 à Ebra)
Grand-Lahou	Gestion mixte Chefferie traditionnelle des villages riverains et Familles riveraines	Libre accès	<ul style="list-style-type: none"> - 5 000 Fcfa par mois et par pirogue de pêche crevette au profit de la famille propriétaire de la portion d'eau. - 300 Fcfa par pirogue et par marée au profit de la Chefferie traditionnelle pour le financement des travaux d'intérêt public du village
Fresco	Gestion exclusive par la Chefferie traditionnelle de Fresco	Libre accès	<ul style="list-style-type: none"> - Une bouteille de liqueur + 5 000 Fcfa pour l'obtention de l'autorisation de pêcher - 3 000 Fcfa de redevance mensuelle par pirogue payée à la Chefferie traditionnelle de Fresco

(Source : enquêtes Anoh, 2002 à 2009)

Tableau 2 – Synthèse des modes d'accès et d'exploitation des lagunes de Côte-d'Ivoire

La première catégorie comprend la lagune Aby dont le mode d'accès fait intervenir à la fois l'autorité traditionnelle et l'administration des Pêches.

D'un commun accord, l'administration et la Chefferie traditionnelle organisent l'ouverture et la fermeture de la pêche, réglementent les engins de pêche en usage et déterminent les périodes d'accès et d'exploitation des baies lagunaires. La brigade villageoise de lutte contre la pêche illicite reçoit également un appui de l'administration des Pêches. La forte implication de l'administration dans la gestion des pêches en lagune Aby est liée à la crise

de la production survenue en 1981 (FAO, 1985) qui a entraîné une reprise en main de la production halieutique par l'administration à la demande des acteurs de la pêche lagunaire.

Les lagunes Ébrié et N'Gni de Fresco se distinguent par le fait que l'organisation de l'accès pour les pêcheurs allogènes est exclusivement gérée par la Chefferie traditionnelle. Un droit d'accès est institué et perçu par la Chefferie au nom de la communauté villageoise. Sur ces lagunes, bien que l'administration des Pêches soit présente, elle ne fait que de la figuration car elle évite d'interférer dans une gestion totalement monopolisée par les autorités traditionnelles. D'ailleurs, elle est perçue par les populations autochtones riveraines plus comme une structure concurrente et rivale qu'une autorité de contrôle et de régulation de la production lagunaire.

Le troisième groupe se compose de la lagune de Grand-Lahou dont le mode de gestion implique à la fois les autorités traditionnelles et les familles riveraines. Ici, les familles encore attachées à leurs portions lagunaires d'où elles tirent quelques revenus conservent leur droit en réglementant elles-mêmes l'accès à leur portion d'eau. Elles laissent peu de place à la Chefferie traditionnelle, et encore moins à l'administration des Pêches, dans l'organisation de l'accès au plan d'eau lagunaire. La faible emprise de l'autorité traditionnelle a conduit à instituer un droit à la marée, payable quotidiennement par pirogue de pêcheur allogène. Ce droit est perçu par des représentants de la Chefferie, installés au débarcadère du village. L'administration des Pêches, quant à elle, concentre ses activités au milieu marin où les peuples autochtones ont moins d'emprise.

c – Un difficile accès à l'espace lagunaire par l'administration des pêches

En Côte-d'Ivoire, les plans d'eau lagunaire échappent au contrôle de l'Administration contrairement aux eaux marines et continentales. Pour restaurer l'autorité de l'État sur les plans d'eau comme le stipulent les textes de loi, une tentative d'institution d'une licence de pêche payable a eu lieu à partir de 1982 (Arrêté n° 07/MPA/DPML du 24 avril 1982 portant réglementation et instituant une licence de pêche pour les grands filets de pêche lagunaire) : malheureusement elle s'est soldée par un échec. Dans l'ensemble les villageois ont très tôt dénoncé l'attitude des pêcheurs allogènes : ces derniers, une fois munis de la licence délivrée par l'administration, estimaient ne plus avoir d'obligations vis-à-vis des populations autochtones. Or, ces derniers, dont le patrimoine aquatique est une source importante de revenu, conditionnent l'accès aux eaux lagunaires à l'acquittement d'un droit coutumier même lorsque le pêcheur détient la licence de pêche régulièrement délivrée par l'administration.

L'idée de la licence de pêche a été ainsi un échec sur l'ensemble des plans d'eau lagunaire ivoiriens. Le nombre de détenteurs de licence s'est amenuisé au fur et à mesure jusqu'à ce que l'administration se rende compte de la faillite de l'opération.

Le contrôle de l'exploitation des eaux est de ce fait implicitement abandonné aux communautés villageoises riveraines, du moins dans la pratique. Ainsi, dans l'ensemble des villages lagunaires, les populations autochtones continuent d'organiser l'accès aux plans d'eau. Divers droits sont exigés des pêcheurs allogènes qui doivent satisfaire aux exigences de la communauté hôte en matière de pêche avant toute activité en lagune. Ces exigences vont du respect des us et coutumes des riverains à la conformité des engins de pêche avec les normes arrêtées par le Conseil du village en passant par les taxes d'accès perçues au profit de la communauté villageoise ou des familles riveraines.

Pourtant la Loi 61-349 du 9 novembre 1961, stipule que la surveillance des plans d'eau comme celle des terres à l'intérieur du territoire national incombe à titre exclusif aux Pouvoirs publics ou aux Collectivités investies comme telles par les Pouvoirs publics. Cette loi affirme clairement que cette tâche ne saurait, en aucun cas et en l'absence d'une délégation express, incomber automatiquement à une communauté villageoise. Dans la pratique cependant, la volonté des communautés villageoises fait force de loi. Lorsque les différents textes réglementaires ne vont pas contre les pratiques traditionnelles des riverains, ils se les approprient et les imposent à leur entourage. Mais, dans le cas où la loi restitue l'autorité de l'État sur les plans d'eau et leur bordure, on relève des difficultés d'application car les populations lagunaires, attachées à leurs pratiques, usages et coutumes qui sont d'ailleurs abrogées par la même Loi de 1961, admettent difficilement le principe de propriété de l'État. C'est pourquoi, tous les textes qui tendent à ôter leur influence sur le littoral et ses plans d'eau sont combattus et n'ont jamais connu une application effective.

II – Les modes d'exploitation des eaux en vigueur peuvent-elles assurer une durabilité des pêches lagunaires ?

S'il est vrai que l'appropriation des lagunes par les populations autochtones riveraines constitue un avantage pour la mise en œuvre d'une politique de développement durable, il n'en est pas moins vrai que les systèmes d'exploitation en vigueur, fondés sur la recherche effrénée de gains, peuvent constituer un frein à l'instauration d'une véritable politique de développement durable des pêches.

1 – Quels sont les principes et les règles du développement durable des pêches ?

Les fondements du développement durable des pêches découlent des principes généraux du développement durable qui ont fait l'objet d'importantes réflexions dans la littérature. Zuindeau (2000) définissait le développement durable comme

un développement économiquement efficace, écologiquement prudent et socialement équitable.

De façon générale, le développement durable se construit autour des trois domaines combinés que sont l'économie, l'environnement et la société. Le développement durable peut ainsi s'appliquer à tous les secteurs d'activité et à tous les régimes économiques et politiques (Harribey, 1998). Le développement durable halieutique peut être assimilé à une pêche qui intègre aux impératifs économiques de production à la fois des mesures de protection de la nature et de contrôle des ressources exploitées et des objectifs de bien-être social pour les populations.

Le Code de Conduite pour une Pêche Responsable (CCPR) élaboré par la *Food and Agricultural Organization* (FAO) en 1995 est le cadre de référence pour une exploitation durable des ressources aquatiques. Les grands principes et les objectifs du Code s'articulent autour de quelques idées fortes en rapport avec l'économie, l'environnement et la société. Adopté en octobre 1995, le CCPR traduit un consensus pour une gestion responsable des ressources aquatiques : c'est un recueil de conseils pour l'exploitation durable des ressources halieutiques et aquacoles.

Le Code stipule que les États et les utilisateurs des ressources bio-aquatiques devraient conserver les écosystèmes aquatiques car le droit de pêcher implique l'obligation de le faire de manière responsable afin d'assurer la conservation et la gestion des ressources. Les ressources halieutiques doivent être protégées et le recours à la dynamite, aux poisons et à toute autre pratique de pêche destructrice, devrait être strictement interdit. Le Code recommande la protection des habitats des poissons tels que les marécages, les récifs et les lagunes contre la pollution et la destruction. En définitive, le Code recommande la précaution et le respect de l'environnement dans les politiques et les méthodes d'exploitation des ressources aquatiques dans l'optique d'assurer la pérennité des pêches et de l'aquaculture.

D'autre part, le Code préconise d'encourager la consommation de poissons par les populations et de veiller à ce que ces produits ne présentent aucun danger du point de vue de la sécurité alimentaire. Les méthodes de

traitement, de stockage et de transport du poisson devraient être respectueuses de l'environnement. Les pertes après captures devraient être minimales et les captures accessoires utilisées dans la mesure du possible. L'eau, l'énergie et surtout le bois devraient être gérés avec soin. Les lois commerciales régissant le poisson et les produits de la pêche devraient être simples claires et compatibles avec les règlements internationaux.

2 – Quelles sont les conditions de l'instauration d'une pêche durable dans les lagunes de Côte-d'Ivoire ?

En milieu lagunaire ivoirien, les conditions naturelles et humaines sont favorables à l'instauration d'une pêche durable. Même si des ajustements restent à faire, dans l'ensemble, la législation coutumière et la réglementation moderne intègrent déjà aux objectifs économiques, des mesures de protection et de surveillance de l'environnement des eaux. Les riverains des plans d'eau n'ont guère attendu l'avènement du Code de Conduite pour une Pêche Responsable pour limiter le nombre de pêcheurs dans certaines lagunes (N'Gni de Fresco, certains villages de la lagune Ébrié), instituer le repos biologique marqué par la réglementation de l'accès à l'eau. Toutefois, pour être efficace et parvenir à une durabilité de l'exploitation des plans d'eau, des mesures additionnelles devront être prises. Ces mesures sont d'ordres social, écologique et économique.

Au plan social, les pêcheurs devront être éduqués et formés. La définition du développement durable, comme présentée dans le CCPR, montre qu'il s'agit d'un développement qui est voulu, pensé, structuré et mis en œuvre après des études scientifiques cohérentes. Dans les communautés de pêcheurs, la perception et la compréhension du développement apparaissent comme le principal handicap pour la réalisation du développement durable. On dénote en effet une insuffisance de prise de conscience dans un contexte de limitation de la ressource qui implique un contingentement des prélèvements malgré la hausse constante de la demande.

Dans les pratiques de pêche en vigueur, les principes et les règles de gestion qui présentent une conformité avec les normes du développement durable le sont par pure coïncidence car ils ne résultent pas d'une approche scientifique. Les mesures de protection de la ressource et de l'environnement des plans d'eau sont des dispositions ancestrales léguées par les premiers occupants. Elles ne sont conformes aux principes de base du développement durable qu'en théorie. En réalité, on assiste malheureusement à la persistance de pratiques néfastes et destructrices liées à la perception que les populations

ont de leurs activités. Ces pratiques constituent une limite importante à l'instauration d'une politique de pêche responsable (Anoh, 2007).

Cette situation pose toute la problématique de la compréhension du concept de développement durable et montre l'intérêt de l'introduction de la formation et de l'éducation dans les politiques de développement des pêches en Côte-d'Ivoire. Dans l'ensemble de l'espace lagunaire où l'accès au plan d'eau des pêcheurs allogènes fait l'objet du versement d'un droit, le souhait, souvent inexprimé des populations autochtones, est une augmentation du nombre de pêcheurs qui se traduirait par une amélioration de la rente foncière. Cette vision est très répandue en lagunes Ébrié et Grand-Lahou. Ici, les autochtones riverains sont peu soucieux de rechercher un équilibre entre l'effort de pêche et les stocks de poisson disponibles. Par ailleurs, les difficultés rencontrées par les pêcheurs et les pertes qu'ils subissent ne préoccupent guère les autorités traditionnelles qui exigent le paiement intégral des sommes dues quel que soit le volume des captures.

Cet état d'esprit des riverains des plans d'eau lagunaire explique sans aucun doute les difficultés à mettre en œuvre des mesures efficaces de surveillance des eaux, de contrôle du matériel de travail et en définitive une véritable politique de gestion des pêches. En effet, les pratiques de développement durable constituent un tout indissociable. L'approche « développement durable » s'apparente à l'approche systémique dans laquelle il faut veiller à la préservation de la variété car toute simplification est dangereuse, en ce sens qu'elle est porteuse de déséquilibres.

L'ensemble des pêcheurs doit s'organiser pour gérer les plans d'eau comme une ressource, mais aussi comme un patrimoine commun à protéger pour les générations futures : il en va de leur survie et de leur responsabilité.

*

Les lagunes de Côte-d'Ivoire sont des espaces aux énormes potentialités dont les pourtours sont occupés depuis plusieurs siècles par des populations dites « lagunaires ». Ces populations, dont la lagune représentait le principal support des activités économiques, en ont progressivement abandonné l'exploitation pour s'intéresser aux nouvelles spéculations jugées plus rentables économiquement. Ainsi, la gestion des plans d'eau lagunaire est abandonnée à la Chefferie traditionnelle qui en organise l'accès. Le rôle prépondérant de la Chefferie traditionnelle est de ce fait, l'un des traits caractéristiques des systèmes d'exploitation mis en œuvre. Trois principaux modes de gestion ont été relevés. En lagune N'Gni de Fresco et en lagune Ébrié, seule la Chefferie traditionnelle organise et autorise l'accès à l'eau contre le paiement d'une redevance, souvent en espèces. À Grand-Lahou, l'accès à l'eau est organisé

conjointement par la chefferie du village et les familles riveraines. Aby est la seule lagune où l'administration des pêches est associée à la définition des normes d'accès et des règles qui régissent l'exploitation des eaux.

Les systèmes de gestion permettent en théorie de protéger les eaux lagunaires contre le pillage des ressources et ont donné des résultats satisfaisants dans certains cas. En effet, on retrouve dans les pratiques actuelles des normes de développement durable qu'il convient d'encourager et de poursuivre. Il s'agit notamment du contrôle de l'accès aux plans d'eau par l'institution d'un droit, de l'instauration de mesures d'ouverture et de fermeture de la pêche sur certaines lagunes, de l'interdiction de la pêche aux produits toxiques et de l'usage des engins de grande capacité de capture notamment les grands filets. Toutefois, seule une prise de conscience de la nécessité de préserver l'environnement et les ressources des plans d'eau, dont dépend encore une partie de la population, pourra garantir l'avenir du système lagunaire et des populations riveraines attachées à cet espace.

Bibliographie

Anoh K.P., 2007 - *Pêche, aquaculture et développement en Côte-d'Ivoire*. Thèse de doctorat, Université de Nantes : Nantes, 334 p.

Chantraine J.-M., 1980 - La lagune Aby (Côte-d'Ivoire). Morphologie, Hydrologie, Paramètres physico-chimiques. *Documents Scientifiques, Centre de Recherches Océanologiques (CRO)*, Abidjan, vol. XI, n° 2, p. 30-77.

Direction de la Production Halieutique (DPH), Abidjan, 2004 - *Rapport d'activité, 2004*. DPH: Abidjan.

Doucet F., Chauvet C., Gilly B. et Meuriot E., 1985 - *Aménagement des pêches lagunaires en Côte-d'Ivoire*. Programme d'Action de la FAO pour l'Aménagement et le Développement des pêches, GCP/INT/398/NOR. FAO: Abidjan, 178 p.

Food and Agricultural Organisation (FAO), Rome, 1995 - *Code de conduite pour une pêche responsable*. FAO: Rome, 46 p.

Gerlotto F., Verdeaux F. et Stequert B., 1980 - Évolution et impact socio-économique à travers l'exemple de la pêche en lagune en Côte-d'Ivoire. *La Pêche Maritime*, Paris, 20 janvier, p. 27-34.

Harribey J.-M., 1998 - *Le développement soutenable*. Economica: Paris, 110 p.

Koffi L., 1987 - Situation des pêches maritimes en Côte-d'Ivoire. In: *Symposium International sur le Développement et l'aménagement de la Zone Économique Exclusive en Afrique de l'Ouest et du Centre*, Abidjan, Hôtel Ivoire. 27 p.

Loucou J.N., 1984 - *Histoire de la Côte-d'Ivoire. I - La formation des peuples*. Centre d'Édition et de Diffusion Africaine (CEDA): Abidjan, 208 p.

Pelletier D., 2003 - *Dynamique spatiale et saisonnière des pêcheries démersales et benthiques: caractérisation, modélisation, et conséquences pour la gestion par Zones Marines Protégées*, Mémoire HDR, Ifremer: Nantes, 191 p.

Perrot Cl.-H., 1989 - Le système de gestion de la pêche en lagune Aby au XIX^e siècle (Côte-d'Ivoire). *Cahiers ORSTOM, Sciences Humaines*, Paris, vol. 25, n° 1-2, p. 177-388.

Rey-Valette H., Guillaurren E. et David G., 2000 - Évaluation pluridisciplinaire de la durabilité des pêches artisanales autour des dispositifs de concentration de poissons. *Aquatic living resources (ressources vivantes aquatiques)*, vol. 13, n° 4, p. 241-252.

Varlet F., 1978 - *Le régime de la lagune Ébrié, Côte-d'Ivoire. Traits physiques essentiels*. Coll. Travaux et documents, n° 83, ORSTOM: Paris, 162 p., 110 fig.

Verdeaux F., 1992 - Société de pêcheurs et environnements: savoirs et appropriation halieutique du milieu. *Afrique contemporaine*, Paris, n° 161, p. 124-144.

Zuindeau B., 2000 - *Développement durable et territoire*. Coll. Sciences Sociales, Presses Universitaires du Septentrion: Villeneuve d'Ascq, 289 p.

Résumé

Le système lagunaire ivoirien se compose d'Est en Ouest des quatre lagunes que sont les lagunes Aby, Ébrié, Grand-Lahou et N'Gni de Fresco. Ces lagunes représentent de vastes espaces où les populations riveraines exerçaient préférentiellement leurs activités économiques. L'intérêt porté à ces plans d'eau a conduit à une appropriation des eaux lagunaires par les riverains qui en tiraient l'essentiel de leur revenu.

Toutefois, avec l'avènement de l'économie de plantation et l'apparition de nouvelles spéculations plus rentables, les familles autochtones riveraines de certaines lagunes ont abandonné leur droit aux mains de la Chefferie traditionnelle qui s'est trouvé dans la position d'organiser et de réglementer l'accès à l'eau. Sur les quatre lagunes, on identifie trois principaux systèmes d'exploitation. En lagunes N'Gni de Fresco et en lagune Ébrié, le système le plus répandu est la gestion exclusive de l'accès à l'eau par la Chefferie villageoise. En lagune de Grand-Lahou, la gestion est mixte et implique la Chefferie et les familles riveraines. En Lagune Aby, le système de gestion est caractérisé par une collaboration étroite entre la Chefferie traditionnelle et l'administration des Pêches. Les systèmes d'exploitation mis en œuvre présentent sans aucun doute un intérêt économique pour les organisations traditionnelles mais présentent également des avantages pour la protection de l'environnement lagunaire. Il convient cependant de relever que ces systèmes, dont l'objectif est le plus souvent d'améliorer les revenus des riverains, ne respectent pas toujours les normes de développement durable, seuls gages d'une pérennité de l'exploitation des plans d'eau lagunaire.

MOTS-CLÉS : Côte-d'Ivoire, système lagunaire, pêche, gestion coutumière, développement durable.

Abstract

Main operating systems of management of lagoon waters in Côte-d'Ivoire

From East to West, the ivorian lagoon system consists of four lagoons that are the Aby, Ébrié, Grand-Lahou and N'Gni (Fresco) lagoons. They are large areas where coastal populations preferentially exercised their economic activities. The interest in these water bodies has led to ownership of lagoon waters by local residents who met most of their income.

However, with the advent of the plantation economy and the emergence of more profitable new speculations, the indigenous riverine families of some lagoons have abandoned their right hands of the traditional chiefdom which found itself in the position to organize and regulate access to water. Of the four lagoons, it identifies three major operating systems. In the Fresco N'Gni lagoon and Ébrié lagoon, the system widely spread is the exclusive management of access to water by the Chieftaincy village. In Grand-Lahou lagoon, management is mixed and involves the Chieftaincy and families along. On Aby lagoon, the management system is characterized by close collaboration between the traditional leadership and the Fisheries Administration.

Operating systems are implemented without any doubt an economic interest for traditional organizations but also has the advantage to protect the lagoon environment. It should however be noted that these systems whose goal is usually to improve the income of residents do not always meet the standards of sustainable development only hired a continuity of operations plans water lagoon.

KEYWORDS : Côte-d'Ivoire, lagoon system, fishery, customary management, sustainable development.